

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-chinoises, à Pékin le 26 novembre 2007.

Mesdames et Messieurs,

Avec le président, nous avons eu depuis hier, plusieurs heures de discussion substantielle. Je tiens d'abord à féliciter le président Hu Jintao pour sa réélection lors du XVIIème Congrès. Nous allons pouvoir travailler ensemble pendant les cinq prochaines années. J'ai invité le président Hu en France, pour une visite d'Etat en 2008, il a bien voulu accepter.

Je suis venu en Chine porteur de plusieurs messages. D'abord, la France veut construire avec la Chine un partenariat étroit tourné vers l'avenir, et ceci dans tous les domaines. Nous voulons progresser dans deux directions : la réciprocité comme principe, des progrès tangibles et concrets comme résultats. Je viens également en Européen avec un message européen : demain Pékin accueillera les représentants de l'Eurogroupe et mercredi, Messieurs Socrates, Barroso et Solana. Nous voulons progresser vers un nouvel accord de partenariat et de coopération entre l'Europe et la Chine. La France exerçant la Présidence de l'Union à partir de juillet 2008, elle jouera un rôle moteur. Enfin, j'ai voulu dire que le développement spectaculaire de la Chine est une chance pour le monde. Au fond, nous assistons à la plus grande aventure de modernisation de l'histoire de l'humanité. Ce développement est sans précédent par son ampleur et par sa rapidité.

Naturellement, les Jeux Olympiques seront le point d'orgue de ce développement, et je viendrais avec plaisir pour répondre à l'invitation du président Hu.

La Chine a un statut de grande puissance mondiale, cela lui crée des responsabilités et des devoirs particuliers, dans tous les domaines, économique, politique, environnemental, c'est bien la raison pour laquelle j'ai proposé que le G8 devienne le G13. Le groupe des grandes nations du monde a besoin de la Chine. J'ai voulu placer au coeur de ma visite la question de l'environnement et du changement climatique, à quelques jours de la conférence de Bali. C'est la première fois que la Chine signe avec un Etat sur ce sujet, une déclaration conjointe, c'est extrêmement important. Nous souhaitons que la croissance chinoise évolue toujours avec une croissance forte mais décarbonnée et respectueuse de l'environnement, c'est l'intérêt de la Chine et c'est l'intérêt du monde. Nous sommes d'ailleurs prêts sur ce sujet avec transfert de technologies propres pour coopérer avec nos amis chinois. Ces nouvelles responsabilités chinoises devraient également s'exercer dans deux autres domaines internationaux.

Je pense d'abord à la relation entre les monnaies. Il faut arriver à des taux de change harmonieux et justes, qui bénéficieront à l'économie mondiale. Ceci implique, dans l'intérêt même de la Chine, d'accélérer l'appréciation de sa monnaie vis-à-vis de l'euro.

J'ai également évoqué la question de l'aide au développement de l'Afrique, l'engagement de la Chine en Afrique est bienvenu, mais cela ne doit pas se traduire par un nouvel endettement de ces pays alors que nous avons annulé leur dette. Sur le plan bilatéral, nous avons signé un grand nombre d'accords et de contrats, d'autres seront signés encore cet après-midi. Je remercie le président Hu pour son implication personnelle, nous sommes environ à 20 milliards d'euros de contrats, auxquels s'ajoutera une quinzaine de milliards pour l'usine de recyclage. Je suis particulièrement heureux des deux EPR et de la commande de 160 Airbus. Dans le domaine ferroviaire, j'ai insisté sur la pertinence pour le TGV Pékin-Shanghaï du projet Alstom. J'ai voulu

placé derrière les DME françaises qui veulent travailler en Chine

m'engager derrière les PME françaises qui veulent travailler en Chine.

J'ai souhaité le développement de nos relations harmonieuses avec le président ou sur des questions économiques comme la sécurité des investissements, la sécurité des produits, le respect de la propriété intellectuelle et la lutte contre la contrefaçon. Nous allons faire de ces questions des thèmes de coopération plutôt que d'affrontements stériles. J'ai évoqué deux dossiers précis, ceux de Danone et Schneider, j'espère des progrès concrets dans la recherche de solutions amiables, avec le soutien des autorités de nos deux pays.

Nous avons également parlé du développement par la Chine d'un fond souverain de deux cent milliards de dollars susceptible d'investir en Europe. Je comprends que le président de ce fond est prêt à répondre à mes questions en venant en Europe. Il se rendra en France pour poursuivre son dialogue avec Christine Lagarde. J'ai proposé que la France et la Chine négocient un accord de gestion concertée des flux migratoires, car nous avons besoin d'étudiants chinois en France. Brice Hortefeux se rendra en Chine pour accélérer ce projet.

J'ai évoqué le nouvel engagement de la Chine sur les questions de sécurité internationale, j'ai félicité le président Hu pour les résultats obtenus sur la Corée du Nord, qui n'auraient pas pu être obtenus sans la Chine. Nous sommes convenus de travailler ensemble sur la Birmanie où Pékin a une influence importante sur la junte, sur l'Iran, où nous avons réaffirmé l'unité des Six et de la communauté internationale face à la crise nucléaire, sur le Darfour et sur le Tchad où j'ai remercié la Chine de son engagement pour persuader le gouvernement soudanais de trouver une solution.

Enfin, le président Hu a évoqué la question de Taïwan. Sur Taïwan, la position de la France est claire. Il n'y a, du point de vue français, qu'une seule Chine et Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois. J'observe que ceci est d'ailleurs reconnu par l'immense majorité de la communauté internationale. Les aléas de l'histoire ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, cette question doit être résolue par la négociation. Pour la France, toute remise en cause du statu quo par une initiative unilatérale doit donc être évitée car toute initiative unilatérale serait une grave erreur. Il faut promouvoir le dialogue, la coopération et la stabilité de la région. La France est donc fermement opposée au projet de référendum sur une adhésion aux Nations unies sous le nom de Taïwan. C'est une initiative inutile donc regrettable, je souhaite qu'elle ne soit pas poursuivie. Pour la France, il n'y a qu'une Chine, la France n'est donc pas favorable à l'indépendance de Taïwan.

Nous avons également évoqué la question des Droits de l'Homme. J'ai relevé les progrès depuis trente ans dans ce domaine et rappelé l'attachement de la France à des progrès supplémentaires, en particulier pour l'Etat de droit dans le domaine judiciaire, l'activité des journalistes et la peine de mort. J'ai rappelé les attentes sur une accession de la Chine au pacte sur les droits civils et politiques de l'ONU.

Je vais maintenant poursuivre ma visite avec d'autres rencontres avec le Premier ministre, Wen Jiabao, avec la communauté française et puis je me rendrai à Shanghai. En conclusion, je souhaite remercier le président, le gouvernement et le peuple chinois, au nom de toute la délégation française pour l'accueil exceptionnel qui nous a été réservé, pour la franchise, la liberté et l'intérêt de nos rencontres.

Alors, Monsieur le Président, rendez-vous à Pékin au mois d'août pour la cérémonie d'ouverture. Je dois quand même vous faire un aveu, votre invitation aux Jeux Olympiques, ce n'est pas très difficile de l'accepter. Je crois que, si vous ne m'y aviez pas invité, j'y serais allé quand même !
Merci beaucoup.